

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Service de coordination des
politiques interministérielles
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique
Installations classées pour la protection
de l'environnement
Société Pierre de Cappy
Commune de Cappy

Mise en demeure

ARRÊTÉ du 11 MAI 2020

La Préfète de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
Vu le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de Madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;
Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant Madame Muriel NGUYEN, Préfète de la Somme ;
Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières et notamment son article 19 ;
Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » et notamment son article 41 ;
Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 juin 2012 délivré à la société Pierres de Cappy concernant les rubriques 2510, 2515 et 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 donnant délégation de signature à Madame Myriam GARCIA, sous-préfète hors classe, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;
Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 3 mars 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier réceptionné le 20 mars 2020, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 18 février 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants : l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan de surveillance des émissions de poussières au titre de sa carrière relevant de la rubrique 2510 à autorisation, tel que prévu à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 18 février 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants : l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les mesures d'émissions annuelles de poussières au titre de ses installations de traitement primaire relevant de la rubrique 2515 à enregistrement, tel que prévu à l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 41 de l'arrêté du 26 novembre 2012 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Pierres de Cappy de respecter les prescriptions et dispositions :

- de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

ARRETE

Article 1 – La Société Pierres de Cappy exploitant une carrière de craie sise sur la commune de Cappy est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé en produisant sous un délai de six mois un plan de surveillance des émissions de poussières et les premières mesures trimestrielles.

Article 2 – La Société Pierres de Cappy exploitant une carrière de craie sise sur la commune de Cappy est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en produisant sous un délai de six mois les mesures d'émissions annuelles de poussières.

Article 3 – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le sous-préfet de PERONNE et de MONTDIDIER, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Pierres de Cappy.

Amiens, le 11 MAI 2020

Pour la préfète et par délégation,
La secrétaire générale



Myriam GARCIA